RÉPONSE À ALI MEBROUKINE

Boumediène, le marbre dur, le dogme mou et les poncifs éculés

Par Abdellali Merdaci

Dans une contribution sur la crise du livre et de la lecture en Algérie (*Le Soir d'Algérie*, 6 octobre 2011), j'ai rappelé un moment décisif dans le basculement radical de l'Ecole algérienne : celui des réformes tous azimuts entamées peu de temps avant le décès du président Boumediène, prolongées par ses successeurs dans une accumulation d'échecs, aujourd'hui insurmontables. Cette réflexion me vaut une diatribe du professeur Ali Mebroukine, donnant le sentiment au lecteur que la substance principale en était le seul président Boumediène et qu'elle était attentatoire à sa mémoire.

Dans cette contribution, Houari Boumediène, initiateur des premières mutations rigides de l'Ecole algérienne, est cité au même titre que Chadli Bendjedid, qui lui a succédé, et les ministres de l'Education les plus visibles sur le plan des réformes, de «l'éphémère exécutant» Lacheraf à l'inamovible Benbouzid, décidant des orientations politiques de l'enseignement des langues en Algérie, même s'il est vrai que ni les uns ni les autres n'en écrivaient les programmes et n'en élaboraient les contenus. Mais il est incontestable que sur l'apprentissage de la lecture et sur la médiation du livre dans les cycles de la formation générale (école, collège, lycée), le législateur scolaire algérien a obtempéré aux attentes des politiques.

Je proposais, dans le cadre d'un débat ouvert, des éclairages sur l'érosion de la lecture et sur la précarité du livre dans la société dont le facteur le plus évident et le plus discutable reste la continuelle transformation de l'Ecole algérienne et de ses objectifs d'enseignement. J'ai apporté sur ce phénomène une analyse institutionnelle, plus particulièrement entée 1°/ sur l'enseignement de la langue française et sur la part qu'il assigne à la lecture des textes littéraires ; 2°/ sur les évolutions qu'il a enregistrées depuis la rentrée scolaire de septembre 1962. Cette explication s'appuyait sur des données techniques et des faits vérifiables que sont les programmes et les directives ministérielles de différents gouvernements depuis la fin des années 1970. C'est sur des aspects précis de cette histoire de l'Ecole algérienne que j'ai appelé l'attention des lecteurs du *Soir d'Algérie*.

Au lieu du nécessaire échange sur la crise du livre et de la lecture et sur la responsabilité qu'y prend l'institution scolaire, Ali Mebroukine préfère l'incrimination incivile et le querelleur procès d'intention sur lesquels il n'est pas souhaitable de s'attarder. S'engage-t-il dans l'énoncé d'une guerre linguistique en Algérie, rameutée dans le sérail du FLN, bruissant du hourvari d'un «courant islamo-conservateur», que je ne trouve ni sérieuse ni crédible ? Agite-t-il une étonnante «refrancisation» de l'enseignement en Algérie que les plus farouches francophiles désavoueraient ? Provocation kitsch ou débilité politique ?

Des nombreux indicateurs que j'ai développés dans mon exposé sur le tarissement de la lecture dans l'Ecole algérienne, rendu inévitable par la dégradation de l'enseignement des langues, plus spécialement la langue française, qui méritaient d'être discutés parce qu'ils témoignent des choix aventureux de l'Etat, Ali Mebroukine n'a retenu que l'exclusive référence à Boumediène. Son intérêt pour l'histoire contemporaine de l'Algérie, plus précisément à ce qui se rapporte au bilan — âprement controversé — du président Houari Boumediène, est connu. Sur le président défunt, sur sa conception du politique et sur ses réalisations, plus généralement sur l'Algérie des années 1960-1970, j'ai lu des textes de Mohamed Bouhamidi et de Maâmar Farah, d'une grande sérénité, qui fondent le partage des idées, la rigueur de la critique et disent la passion — toujours émouvante — d'une époque boumediéniste à l'enseigne d'une justice sociale, aujourd'hui dévoyée.

Le professeur Mebroukine se caparaçonne dans la sévère toge du légataire universel du boumediénisme. Tient-il la gageure de couler la pensée de Boumediène dans le marbre dur, de l'embaumer dans le dogme mou et de la débiter en poncifs éculés ?

Alors même que le règne du président Boumediène appartient désormais à l'histoire de l'Algérie et des Algériens et que rien ne peut justifier de ne pas en discuter de manière contradictoire, Ali Mebroukine se plaît à en circonscrire un indépassable périmètre, sautillant gardien du temple, dispensateur d'oracles. Il a exonéré le président Boumediène sur son parcours dans la guerre d'indépendance et dans la postindépendance, sur ses échecs dans l'agriculture, l'industrie, l'urbanisation des villes et tutti quanti. Et aujourd'hui sur l'Ecole, avec un argumentaire qui tient plus du mensonge et de la démesure que de la lecture informée des faits.

La prétention d'Ali Mebroukine à se poser en censeur de «la vérité historique» et à s'ériger en procureur, flagellant «une opération de révisionnisme extrêmement dangereuse pour la mémoire collective», est à la fois navrante et grand-guignolesque.

A. M.

POLITIQUE LINGUISTIQUE

Entre le monolinguisme

«Les idéologies s'acquittent de cette fonction de légitimation [d'un pouvoir] apparemment rationnelle grâce au discours, lequel possède un pouvoir qui lui est propre, celui de changer ***la force en droit et l'obéissance en devoir*** *et c'est cette dernière qui créerait l'illusion de rationalité propre à l'idéologie : en donnant aux individus le sentiment de raisonner, elle leur ôte la liberté de penser par eux-mêmes.»*

Christian Baylon

I- Postures épistémiques

La question linguistique, autant que les théories mobilisées pour l'appréhender, procède souvent d'une contamination idéologique en raison des enjeux importants qui sont assignés à la question sociolinguistique dans le Maghreb.

La nécessité d'une remise en ordre général des études, des théories et des postures intellectuelles autant que des politiques nous semble aller de soi. Ni le particularisme berbériste ni le transnationalisme arabo-islamique mythique ne peuvent être en adéquation avec la réalité plurielle de l'Algérie et du Maghreb. Et si les concepts de domination, de minoration, de diglossie ou de conflit linguistique ne sont pas adéquats pour la description de la réalité sociolinguistique algérienne, de nouvelles approches sociolinguistiques à l'échelle macrosociologique doivent voir le jour.

Cette introduction critique des pratiques universitaires quant aux savoirs sur la société en Algérie nous permet de mettre en perspective nos propres choix épistémologiques consistant fondamentalement en une vision intégrative du plurilinguisme algérien qui vit en coexistence pacifique, une sorte de dialectique de l'un et du multiple (v. A. Dourai, 2002 ; 1996).

Cette vision sera soutenue par l'éclairage qu'apporteront des études portant sur les pratiques réelles des locuteurs plurilingues en Algérie et qui vont dans le même sens que les constats établis par Dalila Morsly, M.-L. Maougal, Khaoula Taleb Al-Ibrahimi et Yasmina Cherrad (mai-décembre 2002) ; Kebbas G., 2001, Chachou Ibtissem, 2001/2002.

Le lien entre une politique linguistique, le choix d'une langue pour les institutions et les représentations identitaires n'a pas besoin d'être démontré.

Ridha Salhi, de l'université de Manouba, Tunisie, déclare :

«There is a widespread belief that language is one of the key components of national identity and a strong indicator of group membership. In multilingual contexts, language policies (whether explicit or implicit) often reflect a power relationship and serve a particular ideology» (Salhi R., 2001). Le rapport langue/pouvoir est clairement souligné et le lien postulé à l'identité nationale et les représentations, qui éventuellement la sous-tendent, est mis en relief pour mieux saisir les tenants et les aboutissants des politiques linguistiques des pays du Maghreb qui ont fait de l'appartenance arabo-islamique mythique et transnationale un principe de vie et de gouvernance.

Mohammed El-Medlaoui (El-Medlaoui M., 2001) note, pour le cas du Maroc, que l'atelier n°3 intitulé sciences du langage et de la communication, tenu le 14/04/2001 dans le cadre de la rencontre nationale «Recherche scientifique et développement» organisée à Rabat par le ministère de l'Enseignement supérieur et le secrétariat d'Etat pour la Recherche scientifique a relevé un constat important quant à la politique de recherche marocaine dans le domaine des sciences du langage et du plurilinguisme :

«Le constat stigmatise un déficit d'intérêt au Maroc pour les aspects sociologiques des sciences du langage en comparaison de l'intérêt pour la linguistique proprement dite.»

On le voit bien, dans les pays du Maghreb, partout on est face à la même pratique et la gestion de ce domaine est soumise aux caprices des gestionnaires du «linguistiquement correct» et du «linguistiquement dicible». L'intérêt porté aux structures de la langue exclusivement (i.e. la linguistique interne) permet, en focalisant l'intérêt sur la combinatoire linguistique, de garder impensés les liens entre la (les) langue(s) et la société — questions qui sont susceptibles de mettre en crise le discours déréalisé du pouvoir et d'une certaine opposition.

Mohammed Arkoun (Arkoun M., 1984 : 9) après avoir constaté que les «les départements de littérature arabe ne laissent aucune place à la "philosophie"» après «l'éclatement de la raison et des savoirs… qui s'est imposé dans le système scolaire et universitaire dans les pays musulmans», nous éclaire davantage à ce sujet quand il dit (Arkoun M., 1984 : 308) : «Le travesti : la critique de la connaissance déclenchée par la psychanalyse et la philosophie du langage, notamment, a montré comment la pensée transpose le réel dans ce qu'on pourrait appeler une **logosphère**.

Celle-ci est le lieu de projection, d'élaboration, de transmission des représentations mythiques, des imageries scientifiques, des systèmes conceptuels qui travestissent, à des degrés divers, le **donné positif**. C'est ainsi que sont constitués tous les discours mythologiques et idéologiques que la pensée positive s'attache, aujourd'hui, à déconstruire pour accéder au donné demeuré impensé.» C'est dans ce contexte intellectuel que l'on mesure la pertinence du point de vue de K. Taleb Al Ibrahimi, sociolinguiste, quand elle affirme :

«La notion de **pratiques langagières** marque une évolution dans la description linguistique et sociolinguistique car il ne s'agit plus uniquement d'analyser les règles internes au système linguistique qui organisent la compétence d'un locuteur idéal (…) ou de décrire les régularités structurales d'un **corpus fermé de données** (…), mais de **s'intéresser à la diversité des locuteurs, à la diversité de leurs conduites**». Elle ajoute : «L'étude des pratiques langagières permet de rassembler une somme d'informations et de renseignements sur la **réalité sociolinguistique** d'une société donnée, en ce sens elles font partie d'un ensemble plus important qui englobe toutes **les pratiques humaines**» (Taleb Al-Ibrahimi K., 1995 : 120).

Maintenant que la problématique a été rendue plus claire, il s'agit d'essayer de comprendre les soubassements de l'attitude de déni de réalité des pouvoirs publics dans les pays du Maghreb et de certaines élites intellectuelles. Il semble que la lutte contre la mise à disposition du savoir sociologique et macrosociolinguistique sur ces questions vise à autoriser le discours idéologique le plus déréalisé sur la (les) langue (s), l'identité et la culture à surdéterminer la pensée rationnelle et les comportements subséquents.

On continue de penser qu'il est possible de couler les gens, singletons mathématiques, dans le moule idéologique dominant fabriqué par les élites au pouvoir. Parler de réalité et de pratiques effectives devient problématique de ce point de vue.

Un tel discours scientifique passe pour être suspect puisqu'il suggère que les élites au pouvoir doivent rendre compte de leur gouvernance, de la place du savoir et du pouvoir (A. Dourari, 2003 (b)), et à admettre un mode de gouvernance moderne : gérer rationnellement à partir de ce qu'il y a en respectant le citoyen, son avoir été, son être et son vouloir être.

La question linguistique étant un grand enjeu de société en Algérie, il convient de relever que certains linguistes algériens, dont l'essentiel de l'activité sert à légitimer les thèses du pouvoir (tunisiens et marocains aussi), y compris (ou surtout) ceux exerçant dans le domaine du berbère, combattent avec hargne toute approche des langues parlées en Algérie qui les mettrait en relation avec des questionnements sur la société, l'homme et l'histoire.

La politique de recherche du célèbre ex-Institut de linguistique et de phonétique de l'université d'Alger (fermé en 1985) dont le concept phare est «la technologie du langage» n'admettait que les travaux sur «l'arabe standard», car les dialectes autant que les pratiques langagières effectives sont déclarés impensables… Le département de berbère de l'université de Tizi-Ouzou avait interdit des thèses sur la société et la culture ou des thèmes généraux comme la philosophie du langage…